



LA CHRONIQUE  
DE THOMAS PIKETTY

## Changer l'Europe, maintenant

Ainsi donc l'extrême droite est passée en quelques années de 15 % à 30 % des voix en France, avec des pointes à 40 % dans plusieurs régions. Tout y a concouru : montée du chômage et de la xénophobie, terrible déception face à la gauche au pouvoir, sentiment que tout a été essayé et qu'il faut expérimenter autre chose. On paie aussi les conséquences de la gestion calamiteuse de la crise financière venue des Etats-Unis en 2008, que nous avons transformée par notre seule faute en une crise européenne durable, à cause d'institutions et de politiques totalement inadaptées. Une monnaie unique avec 19 dettes publiques différentes, 19 taux d'intérêt sur lesquels les marchés peuvent librement spéculer, 19 impôts sur les sociétés en concurrence débridée les uns avec les autres, sans socle social et éducatif commun, cela ne peut pas marcher, et cela ne marchera jamais.

Seule une refondation démocratique et sociale de la zone euro, au service de la croissance et de l'emploi, autour d'un petit noyau dur de pays prêts à aller de l'avant et à se doter d'institutions politiques propres, pourrait permettre de contrer les tentations nationalistes et haineuses qui menacent aujourd'hui toute l'Europe. L'été dernier, après le fiasco grec, François Hollande avait commencé à reprendre à son compte l'idée d'un nouveau Parlement pour la zone euro. La France doit maintenant faire une proposition précise à ses principaux partenaires et aboutir à un compromis. Faute de quoi l'agenda sera monopolisé par les pays qui font le choix du repli national (Royaume-Uni, Pologne).

Et pour commencer, il est important que les dirigeants européens – français et allemands notamment – reconnaissent leurs erreurs. On peut débattre à l'infini de toutes sortes de réformes, petites et grandes, à mener dans les différents pays de la zone : ouverture des magasins, lignes de bus, marché du travail, retraites, etc. Certaines sont utiles, d'autres moins. Mais dans tous les cas, ce n'est pas cela qui explique la chute soudaine du PIB de la zone euro de 2011-2013, alors que la reprise se poursuivait aux Etats-Unis. Il ne fait maintenant aucun doute que la reprise a été étouffée par la tentative de réduire les déficits trop vite en 2011-2013 – avec en particulier des hausses d'impôts beaucoup trop lourdes en France.

### Alléger les dettes publiques

C'est l'application de règles budgétaires aveugles qui fait que le PIB de la zone euro n'a toujours pas retrouvé en 2015 son niveau de 2007. Les interventions tardives de la BCE et le nouveau traité budgétaire de 2012 (avec la création d'un Mécanisme européen de stabilité doté de 700 milliards d'euros, qui permet d'avancer vers une mutualisation des dettes) sont finalement parvenus à éteindre l'incendie – mais sans résoudre les problèmes de fond. La reprise reste timide, la crise de confiance dans la zone demeure.

Que faire aujourd'hui ? Il faut organiser une conférence des pays de la zone euro sur la dette – comme il y en a eu dans l'après-guerre, et dont a notamment bénéficié l'Allemagne. Il s'agit d'allé-

### SEULE UNE REFONDATION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE DE LA ZONE EURO POURRAIT PERMETTRE DE CONTRER LES TENTATIONS NATIONALISTES ET HAINEUSES

ger l'ensemble des dettes publiques, à partir d'une clé de répartition basée sur les augmentations qui ont eu lieu depuis la crise. Dans un premier temps, on pourrait mettre toutes les dettes supérieures à 60 % du PIB dans un fonds commun, avec un moratoire sur les paiements tant que chaque pays n'a pas retrouvé une trajectoire de croissance robuste par rapport à 2007. Toutes les expériences historiques le montrent : au-delà d'un certain seuil, cela n'a aucun sens de repayer des dettes pendant des décennies. Mieux vaut les alléger clairement pour investir dans la croissance, y compris du point de vue des créanciers.

### Nouvelle gouvernance

Un tel processus demande une nouvelle gouvernance démocratique, qui permettra aussi d'éviter que de tels désastres se reproduisent. Concrètement, l'implication des contribuables et des budgets nationaux nécessite la mise en place d'un Parlement de la zone euro composé de députés issus des Parlements nationaux, en proportion de la population de chaque pays.

On doit également confier à cette Chambre parlementaire le vote d'un impôt commun sur les sociétés, faute de quoi le dumping fiscal et les scandales de type LuxLeaks se reproduiront encore et toujours. On pourra ainsi financer un plan d'investissement dans les infrastructures et les universités. Exemple emblématique : le programme Erasmus est ridiculement sous-doté (2 milliards d'euros par an, contre 200 milliards d'euros consacrés chaque année aux intérêts de la dette en zone euro), alors que l'on devrait investir massivement dans l'innovation et dans la jeunesse. L'Europe a tous les atouts pour offrir le meilleur modèle social du monde : cessons de gâcher nos chances !

A l'avenir, le choix du niveau de déficit public devra également être décidé dans ce nouveau cadre. Certains en Allemagne auront peur de se retrouver en minorité dans un tel Parlement, et voudront s'en tenir à la logique de critères budgétaires automatiques. Mais c'est le contournement de la démocratie par des règles rigides qui nous a conduits au bord du gouffre, et il est temps de rompre avec cette logique. Si la France, l'Italie et l'Espagne (environ 50 % de la population et du PIB de la zone euro, contre à peine plus de 25 % pour l'Allemagne) font une proposition précise, un compromis devra être trouvé. Et si l'Allemagne refuse obstinément, ce qui est peu probable, alors les discours anti-euro deviendront très difficiles à contrer. Avant d'en arriver au plan B, celui de l'extrême droite, que l'extrême gauche est de plus en plus tentée de brandir, commençons par donner une vraie chance à un véritable plan A. ■

[piketty.blog.lemonde.fr](http://piketty.blog.lemonde.fr)

## LES DIVISIONS LIBYENNES FONT LE JEU DU DJIHAD

### ÉDITORIAL

Quand il s'agit de la Libye, rien ne se passe comme prévu. Les Américains et les Européens sont bien placés pour le savoir. En principe, un accord a été conclu, jeudi 17 décembre, au Maroc, entre les deux factions antagonistes qui ont plongé la Libye dans le chaos absolu depuis seize mois. Bonne nouvelle ? Hélas, impossible encore de l'affirmer, tant les « affaires libyennes » sont compliquées. Pourtant, il y a urgence.

Car de la tourmente qui agite le pays depuis la mort de Mouammar Kadhafi, à l'automne 2011, a surgi, sur les traces d'un précédent mouvement islamiste, l'organisation Etat islamique (EI). Et il prospère, l'EI, élargissant sans cesse le périmètre

qu'il contrôle sur la côte libyenne, à partir de la ville de Syrte. C'est ce qu'on appelle tout simplement un véritable cauchemar stratégique.

Voilà les djihadistes ainsi installés à quelques centaines de kilomètres de l'Union européenne, en l'espèce des îles du golfe de Sicile. Voilà l'EI déployant deux immenses camps d'entraînement au sud de Syrte – à partir desquels il peut se préparer à descendre sur une partie de l'Afrique sahélienne. Voilà l'EI en mesure de contrôler un jour nombre des installations pétrolières du pays, terminaux et puits. Voilà l'EI dans la ville libyenne de Sabratha aussi, c'est-à-dire à une centaine de kilomètres de la Tunisie, déjà si fragile et qui se bat, courageusement, contre l'islamisme radical.

L'EI est familier de ces offensives à têtes multiples : contenu en Syrie et en Irak par la campagne de bombardements de la coalition américaine (plus que par les Russes), il pourrait compter en Libye sur un nombre de combattants oscillant entre 2000 et 3000. Autour de Syrte, les « tuniques noires » fortifient leur présence sur une bande côtière de quelque 200 kilomètres.

C'est avec ces développements à l'esprit que l'on attendait – aux Etats-Unis, en Europe et dans tout le Maghreb – le résultat de la réunion tenue, jeudi, dans la ville marocaine de Skhirat sous l'égide de l'ONU. Elle a mis en présence les deux factions qui se

disputent le pouvoir. D'un côté, issue des élections de juin 2014, une coalition dont le « Parlement » est installé à Tobrouk (Est) et qui regroupe des libéraux, des nationalistes et des cadres de l'ancien régime. De l'autre, le Congrès général national (CGN), dont le « Parlement » est dans la capitale, Tripoli (Ouest), et qui est dominé par les tenants de l'islam politique. Naturellement, chaque camp a ses milices – équipées d'armes lourdes.

De l'accord de jeudi doit sortir un gouvernement d'union nationale – en principe dirigé par Fayez Sarraj, un élu de Tobrouk – dont le premier acte devrait être le suivant : un appel à une intervention internationale contre l'EI en Libye. Seulement voilà, les durs de Tripoli ont rejeté l'accord et certains hésitent aussi au sein du groupe de Tobrouk... On ne sait si le gouvernement d'union pourra même se réunir à Tripoli.

Or, s'il est déjà plus que délicat d'imaginer une nouvelle campagne internationale de bombardements aériens ou navals contre l'EI, il est encore plus difficile de concevoir qu'elle puisse avoir lieu sans l'accord unanime des deux factions qui se disputent le pays. L'avenir de la Libye est d'abord entre les mains de ces deux groupes de Libyens. L'Histoire les regarde, il faut les en convaincre. On n'y est pas. Pour l'heure, la situation, après Skhirat, reste la même : avantage à l'EI. ■

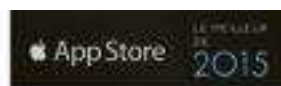


## LA MATINALE DU MONDE LE MEILLEUR DE L'INFO 7 JOURS SUR 7



### SWIPEZ, SÉLECTIONNEZ, LISEZ

L'application La Matinale du Monde est téléchargeable gratuitement dans vos stores. A retrouver en intégralité pour 4,99 € par mois sans engagement avec le premier mois offert. Les abonnés du Monde ont accès à l'intégralité des contenus.



Le Monde